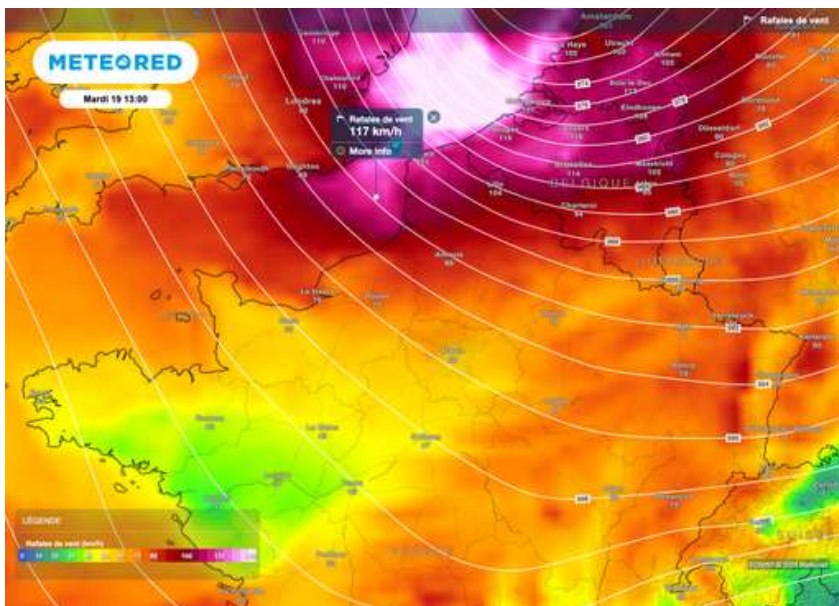




Compte rendu du CSA du 4 décembre 2024

Présentes : toutes les organisations syndicales
Présent.e.s : le ministre et deux personnes de son cabinet, Fabienne Bourdais (DS) Yves Boero (DJEPVA), DGRH, plusieurs bureaux.



En coup de vent, avant la tempête de la motion de censure

Le Ministre ouvre l'ordre du jour en exprimant sa volonté de poursuivre au-delà de cette journée, car c'est un ministère auquel on s'attache.

Chaque organisation syndicale a eu 6 minutes pour une déclaration préalable. Toutes ont évoqué le contexte politique et déploré le « fonctionnaire bashing » et ont relayé l'appel à la grève du 5 décembre, évoqué la mise en œuvre disparate du RIFSEEP, l'avenir de l'ANS et du SNU, la réforme des diplômes, les injonctions à opérer des contrôles, le dialogue social, l'héritage des jeux.

Le ministre a répondu en lisant la feuille de route que lui avait adressé le premier ministre il y a une semaine ...

Trois axes : une nation sportive, une nation engagée, une nation résiliente pour sa jeunesse. Rien de bien nouveau si ce ne sont les objectifs d'une augmentation du nombre de contrôles et de la fixation d'un gain de productivité à -2 % de dépenses (dont -10 % d'opérateurs pour lesquels la perspective est celle d'une réintégration dans les services ou d'une fusion d'opérateurs).

Il a précisé la situation pour le SNU : pas de généralisation, souhait de travailler une autre formule, obligation de travailler une nouvelle version pour la rentrée 2025, demande d'une mission parlementaire sur le SNU.

ANS : objectif d'un rapprochement entre les services du ministère, ce qui ne signifie pas la fin de l'ANS. L'ambition est de travailler mieux les cofinancements d'équipements (dotation aux équipements de communes, fond vert et aides JS) avec les préfets. Il souhaite mettre en avant le rôle des services (SDJES, DRAJES) dans le portage des politiques sportives.

Il a noté une demande accrue sur le pass'sport et recherche des crédits supplémentaires.

Il indique qu'il a soutenu le décret demandant la mise en œuvre de la fluidification des carrières pour les PTP.

Le ministre nous a quitté pour une autre réunion à 11h00.

Lors du deuxième tour de parole donné aux organisations syndicales, l'UNSA est revenue sur la mise en œuvre du RIFSEEP et le sujet de l'évaluation dans la perspective du CIA, la fluidification des carrières, les annulations de formations du PNF du fait des annonces de non remboursement de frais de déplacement, les conséquences de la motion de censure sur le budget JS, les calibrages de concours, l'avenir des contractuels recrutés pour faire du SNU;

Solidaires est revenu aussi sur le RIFSEEP en dénonçant une situation non conforme aux textes en Bourgogne-Franche-Comté, les règlements intérieurs non harmonisés qui génèrent des écarts importants sur les droits à congé, la non validation des contrats d'objectifs par les chefs de service ; la FSU a mis en avant les mêmes difficultés, et demande communication des montants socles du RIFSEEP pour les inspecteurs,

Pour la CGT je suis intervenue pour demander des précisions sur l'annonce de l'augmentation des taux de contrôles et l'objectif de productivité de 2 %.

Réponses de Mme Dubo : **fluidification** : toutes les semaines Bercy est interpellé par la DGRH ou/et le cabinet du ministre. Le dossier est porté par le ministre, la mesure est arbitrée et financée... mais cela traîne ...

RIFSEEP : il faut faire remonter les problèmes. Le sujet de la région BFC est identifié et sera suivi. Pour le troisième volet, il y aura des bilatérales et un GT. Concernant le RIFSEEP des inspecteurs, les montants socle nous seront communiqués.

Sur le CIA et l'évaluation, la question est renvoyée au GT Vademecum RH. Sur les classements des personnels administratifs, c'est aussi un chantier à tenir.

Temps de travail et règlements intérieurs. L'administration souhaite expertiser le sujet et questionner les académies. Les spécificités locales sont mises en avant (ou protégées).

ANS. La DS s'engage vers une diminution des appels à projets dans un cadre plus général de simplification. M. Fournier replace les propos du ministre dans un cadre plus global de simplification ce qui revient à expérimenter un guichet unique sur les financements d'équipements.

Etablissements : confirmation du report du GT établissements au 14 janvier à 14h.

SNU. Y. Boero confirme qu'il y a réduction des places offertes au SNU et qu'il n'y aura pas généralisation. Les contractuels embauchés sur le SNU seront regardés de près.

Continuité éducative. Il annonce vouloir progresser sur le sujet malgré les budgets contraints. Les académies sont volontaires sur le sujet.

Concours. Pour calibrer le nombre de postes, l'administration attend le vote du budget.

Motion de censure. Si le budget n'est pas voté, c'est le budget 2024 qui servira de cadre à des décrets relatifs aux dépenses qu'il sera possible d'engager. Cela aura des effets sur la mise en œuvre de la troisième tranche du RIFSEEP puisque ce n'est pas dans le budget 2024. Concernant les concours de recrutement, il ne sera possible de recruter que sur la base des prévisions de départ en retraite. Cependant il sera possible de voter un budget 2025 en 2025.

EXAMEN DES LDG CARRIÈRES

L'enjeu pour la CGT était d'intégrer les effets des reclassements depuis 2023 dans les bonifications indiciaires et le passage à la hors classe. Le dossier avait été préparé conjointement par la CGT et l'UNSA. Seule la CGT a proposé des amendements. Notre travail a été salué par les autres OS. Les amendements sur la partie commune (respect des statuts et liste des agents communiquée aux OS comprenant la spécialité) ont été voté à l'unanimité par les OS. L'administration les a rejetés. Sur

les derniers amendements, portant sur la définition d'un nouveau barème la FSU s'est abstenue en justifiant n'être pas en mesure d'étudier les impacts de notre proposition de barème.

Cependant, des discussions avaient eu lieu entre l'UNSA et Mme Dubo pour demander un groupe de travail large (fluidification, effets du décret reclassement) sur les carrières dans la perspectives d'une modification des LDG pour les PTP. Mme Dubo a confirmé cet engagement à ouvrir un chantier LDG sur l'annexe 4 (relative aux PTP) en 2025.

Vote global : Abstentions : 6 UNSA
Contre : 7 (UNSA 2, FSU 2, CFDT 2, CGT 1).

Les listes des agents vont nous être communiquées d'ici 15 jours, mais même si ces données sont en leur possession, depuis 2020, l'administration ne nous communiquera pas les spécialités de concours des CEPJ.

Vont nous être communiquées également les reclassements des nouveaux collègues depuis 2023.

EXAMEN DU PLAN NATIONAL ÉGALITÉ FEMMES HOMMES

Toutes les OS ont salué le travail réalisé, en particulier la méthode de travail et ont regretté que les moyens ne soient pas à la hauteur des ambitions. La CGT a regretté que ce plan s'inscrive dans un contexte de suppression des jours de carences qui va affecter prioritairement les femmes. La FSU a ajouté qu'elle portait la revendication pour les personnels administratifs d'une revalorisation des catégories C en B.

Vote global
Pour 8 (UNSA, CFDT)
Abstention (FSU, CGT)

Bilan des JOP et mise en oeuvre des primes (pour information)

La direction des sports a livré un bilan positif sur un aspect organisationnel. Il n'y a pas eu d'incident majeur. Les modalités de travail entre les organisateurs ont été fluide. L'ensemble fait l'objet d'un travail de « RetEx ».

La place et le rôle des agents de l'État est mis en valeur : l'encadrement par des agents de l'État de même que le rôle des établissements a été déterminant dans l'obtention des médailles.

L'UNSA et la FSU ont demandé des détails sur les attributions de primes. La CFDT a regretté que les établissements n'aient pas été associés systématiquement au passage de la flamme et que les personnels « région » des établissements n'aient pas bénéficié des primes.

LA FSU a regretté le tri social chez les bénévoles car tous n'avaient les moyens de se loger sur Paris. La CGT a regretté que les clubs ne soient pas en mesure de faire face à un afflux de licenciés faute d'éducateurs sportifs.

La séance a été levée à 16h45.

Le prochain CSA aura lieu le 23 janvier 2025.

Marie-Christine Bastien